

COMPTE RENDU/BOOK REVIEW

Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Le Feuvre, et Fatou Sow, dir., *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris : Presses de Sciences Po, 2010, 278 p., 24 €, ISBN 978-2-7246-1145-8

Cet ouvrage collectif s'inscrit dans la lignée réflexive des dernières décennies à propos des répercussions sociales de la mondialisation et de ses effets spécifiques sur les rapports sociaux de sexe. Il est l'aboutissement d'une vaste entreprise collaborative de 23 auteurs, sous la direction de 7 chercheurs additionnels. Ces auteurs nous offrent 16 chapitres répartis dans trois différentes sections, chacune faisant l'objet d'une introduction généreuse, en plus de la présentation et de la conclusion générales. Les participants proviennent de plusieurs disciplines et présentent des cas géographiquement très divers. On le sait, les publications internationales sur la mondialisation et le genre sont nettement plus nombreuses en anglais que dans toute autre langue. Bien que la plupart des chapitres du livre aient été écrits originellement en anglais, ils ont été traduits au français. Ainsi, des auteurs clés dans le domaine, comme Saskia Sassen, Arlie Hochschild et Lourdes Benería, entre autres, deviennent accessibles aux lecteurs francophones, ce qui constitue d'emblée un apport important.

Une interrogation commune est perceptible dans l'ensemble du livre, à savoir : quelle est la place du genre dans la mondialisation? L'ampleur et la profondeur des transformations économiques, sociales et politiques en cours méritent que l'on s'y attarde. La réponse semble unanime : « le genre est un organisateur clé de la mondialisation néolibérale » (p. 13), prémisse essentielle autour de laquelle s'articule l'ouvrage. Toutes les contributions, théoriques et empiriques, proposent une analyse des rapports de pouvoir et illustrent la mondialisation concrète et réelle, telle que vécue par différents acteurs sociaux. Ce décryptage, forcément critique de la mondialisation, montre les nouvelles configurations socioéconomiques mondiales à l'œuvre et les manières dont elles légitiment, voire renforcent, la division sociale des sexes. Les marchés mondialisés et leurs nouvelles modalités ne semblent définitivement pas neutres vis-à-vis du genre.

Les trois grandes sections du livre reflètent les dimensions de la mondialisation du point de vue du genre. La première section traite du

travail dans la mondialisation et donne un regard global des marchés mondiaux, à caractère néolibéral, tant dans les pays du Nord que dans ceux du Sud. La nouvelle division sexuelle du travail rend compte de l'importance de la main-d'œuvre féminine en tant qu'« avantage compétitif », qu'il s'agisse du travail rémunéré, non rémunéré ou de reproduction. La deuxième section aborde la mobilité des femmes qui est à la base des migrations internationales. Le travail du care et le marché du sexe constituent des secteurs où la main-d'œuvre féminine occupe de nouveaux espaces ouverts par la mondialisation. Il est intéressant ici de percevoir comment, selon les auteurs, la mobilité des femmes peut être envisagée comme stratégie et comme symbole d'autonomie et de liberté individuelle, mais aussi comme une mobilité plus ou moins obligatoire, rattachée aux circuits de survie des femmes et déterminée structurellement. De même, il apparaît évident que la logique sexuée inhérente aux flux migratoires n'est pas sans liens avec les politiques publiques et le retrait de l'État providence en matière de politiques sociales, notamment celles destinées aux familles. La troisième section touche à différents aspects politiques de la mondialisation; sont abordées en particulier les conséquences pour les femmes de la politique nationale et internationale, des relations internationales et du rôle des États. Des conflits armés et la militarisation de groupes sociaux touchent les femmes de manière particulière par des pressions économiques, mais aussi par diverses formes de violence. L'analyse des rapports de force sert d'une part à débusquer les discours contradictoires et utilitaristes des gouvernements et, d'autre part, à comprendre comment la mondialisation creuse aussi des écarts entre femmes. Rappelons à ce sujet la pluralité identitaire des femmes, qui reflète des positions et d'intérêts variés — notamment de classe et de race — dans la scène sociale. Dans ce contexte, la construction des alliances féministes transnationales pose des défis majeurs.

Encore que chaque section du livre et chaque chapitre puisse être lu séparément, une lecture complète atteste que, dans ce cas, le tout est plus que la somme de ses parties. Il est manifestement utopique de rendre compte fidèlement d'un ouvrage aussi varié du point de vue des auteurs, perspectives, terrains, etc.; de même que de la richesse des données qu'il contient. Il m'apparaît malgré tout important de souligner ici trois problématiques sociologiques cruciales qui traversent l'ensemble des chapitres. Leur développement constitue une réelle contribution à l'étude des sociétés contemporaines.

D'abord, attardons-nous au partage ardu entre le formel et l'informel. Dans la nouvelle organisation mondiale du travail, des réaffectations sectorielles de l'emploi ont lieu, c'est le cas notamment des usines du Sud où les ouvrières produisent — à petit prix — divers produits

de consommation pour le monde entier. Toutefois, tous les dispositifs propres au développement des « villes globales » ne sont pas aussi facilement identifiables. Plus encore, au sein de ces villes, le partage entre le travail rémunéré et non rémunéré n'est guère facile à appréhender. Les rapports Nord-Sud attestent de l'importance, par exemple, de l'économie informelle dans le secteur du *care*, où les femmes participent des systèmes de privatisation de services mis en place suite au retrait de l'État social. En somme, il se produit un déclasserment de certaines activités vers le formel et la professionnalisation, alors que d'autres emplois deviennent informels et, par conséquent, davantage « invisibles » avec des impacts sociaux difficilement mesurables.

Ensuite, l'imbrication des catégories sociales est évidente lorsque l'on pose un regard étendu sur la mondialisation. Encore une fois, le marché de l'emploi n'est pas neutre vis-à-vis du genre, de la race, de la classe, de la sexualité, de la postcolonialité ou du groupe d'âge, en ce que certains groupes occupent des secteurs spécifiques de travail en fonction de leur appartenance à ces différentes catégories. Lorsque les chercheurs se penchent sur cette imbrication, il appert que l'application de la logique économique libérale est insuffisante à l'analyse. À ce titre, quelques auteurs proposent une analyse systémique capable de mettre en rapport plusieurs éléments du savoir fragmenté. Ceci rendrait possible une compréhension de configurations multidimensionnelles dans lesquelles les catégories opèrent conjointement, à la fois dans les registres du discours et dans ceux de la matérialité.

Enfin, la gouvernance du travail mondialisé est un défi de taille. Les auteurs soulèvent quelques formes de résistance à l'idéologie néolibérale, y compris aux régimes restrictifs de migration et aux faiblesses législatives des systèmes nationaux et internationaux. Les femmes, se trouvant au cœur des logiques néolibérales en tant que main d'œuvre capitale — soit-elle rémunérée, non rémunérée ou mal rémunérée —, ne sont pas épargnées des discriminations qui sont, dans ce cadre, tolérées. Or, elles forment aussi un des groupes les mieux organisés dans la dénonciation des nouvelles configurations d'inégalités mondialisées, même si la formation d'une grande force politique ne va pas de soi en ce que la mondialisation creuse aussi des inégalités entre femmes.

Bien que ces trois problématiques ne soient pas nouvelles en soi (elles ont été traitées notamment dans la littérature sur les migrations et sur le transnationalisme), leur mise en relation et les études de cas participent à les documenter davantage. En ce sens, les contributions s'avèrent utiles à quiconque s'intéresse à l'établissement de liens, empiriques et théoriques, entre genre et mondialisation. D'ailleurs, les approches féministes sont diverses; alors que certains auteurs parlent de patriarcat et

de domination masculine, d'autres soulèvent un renforcement des hiérarchies entre femmes ou parlent de quelques « féministes impérialistes » (p.182). Également, la richesse empirique de la plupart des écrits fournit des pistes de réflexion pédagogiquement intéressantes puisqu'elle permet d'illustrer des stratégies et des mécanismes précis d'accès ou de refus aux marchés mondialisés. En ce sens, cet ouvrage pourrait être profitable à un cours d'approfondissement sur le thème « genre et développement », « genre et migrations » ou encore « genre et mondialisation ». À sa lecture, il est possible de discerner les enjeux centraux, d'identifier les acteurs impliqués et de déceler les formes des relations entre ces acteurs. En conclusion, les auteurs situent l'ouvrage dans un effort collectif d'analyse critique – de longue haleine – qui nourrit les théories de l'imbrication des rapports de pouvoir et des catégories sociales dans un scénario de contraintes typiquement néolibérales. Ils n'ont certainement pas tort.

Université d'Ottawa

Hilda Joyce Portilla

Hilda Joyce Portilla est doctorante en sociologie et professeure à temps partiel à l'Université d'Ottawa. Ses recherches portent sur la formation des familles transnationales à travers l'étude des parcours de vie d'immigrantes temporaires au Canada. La sociologie de la famille, les rapports de genre et la sociologie des migrations constituent ses principaux champs d'intérêt.
portilla@uOttawa.ca